



Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 12 janvier 2009

N° 353

PRIX : 0,60 Euro



BANDE DE GAZA

OLMERT ASSASSIN !

BUSH ET SARKOZY COMPLICES !

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Page 2
 Editorial
 Bande de Gaza: Olmert
 assassin, Bush et Sarkozy
 complices !

Page 3
 Guinée: Un dictateur remplace
 un autre

Page 4
 Côte d'Ivoire: La misère de la
 population, un nouveau fond de
 commerce pour les autorités

Page 5
 Sénégal: Après l'émeute de
 Kedougou

Page 8
 Mali: Hésitation pour signer un
 accord sur l'immigration avec
 les autorités françaises

Page 9
 Tchad: Organisation de réseau
 pour piller les caisses de l'Etat

Page 10
 L'année 2008 a été catastrophique
 en Afrique

ABONNEMENT FRANCE

12 numéros : 15 euros
 Le paiement se fait uniquement
 en espèces ou en timbres-poste
 courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
 92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

BANDE DE GAZA

OLMERT ASSASSIN, BUSH ET SARKOZY COMPLICES !

Un peu partout dans le monde, notamment au Maghreb et en France, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues pour dénoncer la guerre menée par l'Etat israélien dans la bande de Gaza, et soutenir le peuple palestinien meurtri. Un bilan provisoire parle de plus de 800 morts et des milliers de blessés dans ce territoire palestinien, surtout parmi les civils : hommes, femmes et enfants. De l'autre côté, en Israël, on parle d'un mort tué par un obus palestinien, et quelques blessés.

Il y a de quoi être écoeuré par les massacres perpétrés par l'armée israélienne, une des plus modernes du monde, très bien équipée, grâce au soutien actif du gouvernement américain, qui fait d'Israël, son gendarme dans le Moyen-Orient.

Rappelons que la bande de Gaza est une des zones les plus peuplées et les plus denses du monde. Sur un petit espace de 360 km² vivent plus d'un million et demi de personnes, la plupart expulsées de leur terre par l'armée israélienne. Elle a accueilli de nombreux réfugiés palestiniens après la création de l'Etat d'Israël en 1948. Certains, par exemple, étaient chassés de Naid (aujourd'hui appelée Sdérot), d'autres de Majdal (Ashkelon aujourd'hui), d'autres encore expulsés de Jaffa, de Lod ou d'ailleurs. Bien évidemment leurs terres ont été annexées par Israël. Ainsi, la population originelle de Gaza a été multipliée par trois environ. Elle est devenue une poudrière où sont concentrés les sentiments de haine à l'égard d'Israël.

Alors que des habitations, des écoles, des hôpitaux ou des mosquées sont bombardés sans discernement, des dirigeants israéliens osent dire que ce n'est pas le peuple palestinien qui est visé mais les militants et dirigeants du Hamas, afin de les anéantir (propos répétés béatement ici en France par certains dirigeants de droite et la presse aux ordres), c'est du cynisme, c'est du pur mensonge. Ce n'est pas pour rien que les dirigeants israéliens ont interdit aux journalistes l'accès à Gaza pour ne pas montrer les saloperies qu'ils font.

Bien sûr le Hamas est sans doute une organisation réactionnaire qui exerce une dictature féroce sur son propre peuple en éliminant, par exemple, les autres mouvements palestiniens dont le Fatah, de Yasser Arafat. Depuis sa création en décembre 1987 à Gaza par six Frères musulmans, dans le feu de la première intifada, le Hamas a eu l'aval et même l'aide d'Israël qui pensait trouver en lui un ennemi du Fatah très

influent à l'époque. Mais en niant l'existence de l'Etat israélien, en prônant la lutte armée contre Israël, il est devenu la bête noire des dirigeants israéliens. Depuis deux ans, après sa victoire aux législatives face au Fatah, à Gaza, il gouverne d'une main de fer la population.

Mais Israël, c'est depuis 60 ans, date de sa création, qu'il anéantit et terrorise les populations de la bande de Gaza.

La guerre que mène l'Etat d'Israël contre le peuple palestinien est une guerre injuste, meurtrière, destinée à perpétuer l'oppression politique, économique et sociale contre le peuple palestinien. Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre.

Troupes israéliennes hors de Gaza !

GUINÉE

UN DICTATEUR REMPLACE UN AUTRE

Depuis la mort du président dictateur de la Guinée, Lansana Conté, le 23 décembre, le pays n'est pas resté longtemps sans gouvernance. Quelques heures après l'annonce de son décès, un jeune officier, le capitaine Moussa Dadis Camara s'est proclamé président après un putsch militaire. La junte militaire s'est constituée un organisme dirigeant, le Conseil national pour la démocratie et le développement, le CNDD. C'est Moussa Dadis Camara qui en est le président.



Militaires patrouillant à Conakry après le putsch

La mort de Lansana Conté n'a pas soulevé de manifestation de joie. En tout cas la population n'est pas sortie dans la rue pour exprimer son soulagement. La capitale, Conakry, est devenue ville morte. Les marchés étaient déserts, les magasins fermés. Il faut croire que la population se méfie des

nouveaux dirigeants. En fait c'est cette même armée qui a réprimé dans le sang toutes les révoltes populaires ces dernières années. Il faut rappeler, par exemple, qu'en janvier et février 2007, lorsque les travailleurs de Conakry protestaient contre la hausse des prix, réclamaient l'augmentation des salaires et le départ de l'ancien dictateur, c'était cette même armée qui avait noyé dans le sang la révolte, en faisant plus de 150 morts et plus de mille blessés.

Le nouveau dictateur a dissout l'ancien gouvernement mais les anciens ministres sont certainement heureux de ne pas subir le sort qui est souvent réservé à leurs semblables, c'est-à-dire la prison ou la mort chaque fois qu'un coup d'Etat se produit en Afrique. En tout cas le nouveau dictateur a fait des belles déclarations, des belles promesses sur l'avenir en Guinée. Il dit que dans un avenir proche il va organiser des élections libres et démocratiques. Ce n'est pas nouveau en Afrique, après un coup d'Etat les nouveaux dirigeants promettent la même chose. Cela ne les empêche pas, une fois arrivés au pouvoir, de garder leur fauteuil comme l'a fait Lansana Conté. En plus il dit aussi qu'il va s'attaquer à ceux qui ont pillé les richesses du pays. Il dit aussi qu'il va lutter contre les détournements de fonds dont étaient responsables les dirigeants de l'ancien régime. Il a nommé comme Premier ministre un banquier, Kabiné Komara, un homme connu de la finance internationale. C'est sûr que ce président ne veut pas effrayer les trusts miniers qui exploitent les richesses du sous sol guinéen. En effet la Guinée détient les plus importantes réserves du monde en bauxite, minéral de l'aluminium. Elle détient aussi des grandes réserves de diamant, d'or et d'uranium et même du pétrole. C'est une des raisons pour laquelle le représentant de l'impérialisme français, Alain Joyandet, secrétaire d'Etat à la coopération, a couru

à Conakry pour rencontrer Moussa Dadis Camara. En effet la France a bien des intérêts dans ce pays. De nombreuses entreprises françaises sont présentes. Il y a Bolloré, Total, Bouygues et BNP-Paribas. La France veut se réserver la meilleure part du gâteau.

En plus de ces richesses minières la Guinée est considérée comme le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest et pourtant la population manque d'eau, d'électricité dans toutes les grandes villes du pays. Les Guinéens sont privés de tout. Les secteurs de la santé, de l'éducation, comme de tout ce qui intéressent directement les populations déshéritées,

sont dans un état catastrophique. Quand les prix des denrées de première nécessité augmentent, c'est le désastre dans la population. C'est pour cela qu'il y a eu des révoltes ces dernières années.

Les nouveaux dirigeants comme les précédents se moquent complètement du sort de la population pauvre, et ce n'est pas non plus les préoccupations des Etats impérialistes. Dans cette situation les travailleurs ont déjà montré qu'ils sont capables de se révolter et descendre dans les rues. Il faut espérer qu'ils arriveront à faire reculer les nouveaux dirigeants.

CÔTE D'IVOIRE

LA MISÈRE DE LA POPULATION UN NOUVEAU FONDS DE COMMERCE POUR LES AUTORITÉS

Le 5 janvier dernier, les autorités ivoiriennes ont présenté un document pour que la Côte d'Ivoire soit classée au rang des « pays pauvres très très endettés ». Dans ce document, les autorités font l'étalage de la misère dans le pays devant un parterre de représentants du capitalisme mondial. Il a fallu un an à ces « experts » pour pondre ce document où il est dit que chaque jour, ce sont plus de 1000 personnes qui basculent dans la pauvreté.

Il n'y a pas besoin d'être grand économiste pour voir la montée de la misère partout. Des familles entières sont condamnées à un repas par jour, lorsqu'il y en a. On manque de tout, les produits de consommation courante sont hors de portée. En cas de maladie, la seule issue, c'est soit les charlatans, soit les prières ou tout simplement se soigner à l'indigénat. Même ceux qui ont la « chance » d'avoir un travail arrivent difficilement à faire face aux besoins les plus élémentaires de leurs familles. Et les chiffres publiés par ces autorités ne peuvent décrire cette triste réalité.

D'après le document, aujourd'hui, la moitié

de la population vit sous "sous le seuil de la pauvreté". Plus de dix millions de personnes dans ce pays ont moins de 661 F CFA par jour pour vivre. En 1985, selon eux, le taux de pauvreté était à 10%, il n'a cessé de grimper pour atteindre le chiffre record de 48,9%. Même la population active n'est pas épargnée de sorte que 49% des travailleurs vivent avec un revenu mensuel de 24.000 Francs. Mais ce n'est pas que les richesses manquent comme veut nous le faire croire le gouvernement. C'est bien parce qu'une poignée de personnes, les plus riches, ponctionnent toutes les richesses du pays tout en ne laissant que des miettes au reste de la population. On comprend aisément pourquoi dans cette marée montante de misère, des grosses voitures et autres 4x4 de luxe se disputent les grandes artères des grandes villes ou même que des villas cossues poussent comme des champignons.

Mais lorsque les autorités publient ces chiffres alarmants, ce n'est nullement pour y remédier mais simplement pour quémander de l'argent aux représentants des "bailleurs de fonds" qui étaient présents dans la salle.

CÔTE D'IVOIRE

**SI ON COMPTE SUR LES POUVOIRS PUBLICS
LE RACKET A ENCORE DE BEAUX JOURS
DEVANT LUI**

Dans le mois de décembre, à Gohitafla la population s'est soulevée contre le commandant de la gendarmerie qui se livrait au racket. Ce dernier avait instauré une taxe pour tous les commerçants à raison de 500 F par jour pour les ivoiriens et 1000 pour les non ivoiriens. Les populations excédées ont organisé une marche pour demander qu'il soit relevé de leur ville.

Ceci n'est pas un cas isolé, même à Abidjan, c'est fréquemment qu'on voit des patrouilles d'hommes en armes sillonnant les quartiers pour extorquer en soirée les commerçants. Ils s'en prennent surtout aux Abokis (vendeurs de café), aux vendeurs de viandes braisées et de garba. Ces derniers sont le plus souvent des non nationaux, donc plus vulnérables.

Il y a aussi les rafles que les corps habillés pratiquent très souvent dans les quartiers défavorisés

et qui ne sont qu'un prétexte pour soutirer des sous aux populations. Sur les routes aujourd'hui, les automobilistes et les usagers en font continuellement les frais. Le moindre prétexte est suffisant pour faire payer de l'argent aux différents barrages. Ceux qui font de longs voyages à travers le pays, sont sujets à un véritable parcours d'obstacles. Pour certains voyageurs, il faut déboursier plusieurs milliers (15.000 à 25.000) de francs pour traverser le pays.

Le racket n'est pas une tare incurable de la société. Si les hommes en armes ont les mains libres pour agir à leur convenance sur la population, c'est que les autorités le leur permettent. Ces derniers y gagnent doublement. Par cette méthode, ils tiennent la population dans la terreur et s'attachent en même temps les bonnes grâces des corps habillés. Les semblants de mesures qui sont souvent prises ne sont que des trompe-l'oeil pour embobiner la population.

SÉNÉGAL**APRÈS L'ÉMEUTE DE KEDOUGOU**

Le 23 décembre dernier, une violente émeute a éclaté à Kédougou. La répression fut brutale. Officiellement il y a eu deux morts, plusieurs blessés par balles et une trentaine d'arrestations. D'autres sources parlent de trois morts.

Cette émeute a eu lieu à la suite d'une manifestation appelée, semble-t-il, par les étudiants de cette ville. La jeunesse protestait contre le manque d'emplois. C'est l'annonce de l'attribution par l'Etat sénégalais d'un terrain d'une superficie 80.000 hectares à un capitaliste espagnol, dans la région située aux environs de Kédougou, qui a mis le feu aux poudres. C'est une zone où les populations vivent dans la misère alors qu'elle recèle des ressources

minières importantes mais aussi des terres cultivables.

Voici comment un journaliste décrit la ville à la suite de cette émeute : « La Brigade de gendarmerie offre encore un spectacle indescriptible. Dans la cour, reposent cinq épaves de véhicules et quatre motos calcinées. A l'intérieur, dans les chambres à coucher, le feu a accompli d'immenses dégâts. ... De même, des dégâts ont été notés à la Brigade mobile de sûreté, où un véhicule et une moto ont notamment été détruits. Les manifestants ont par ailleurs mis le feu aux trois bâtiments, détruisant tous les objets qui étaient à l'intérieur. Les armes ont également disparu... Les bureaux sont partout jonchés de papiers...

... Même spectacle au service de l'Urbanisme : après avoir défoncé les portes et mis le feu aux locaux, les étudiants et autres manifestants n'ont rien laissé sur leur passage.

... Le Tribunal départemental porte encore les stigmates des violences de mardi dernier...une bonne partie de la mémoire du département a été réduite à néant. En effet, la salle des archives du tribunal a pris feu...A l'intérieur du bâtiment, les portes et les ampoules ont été arrachées...

... La désolation règne aussi à l'inspection départementale de l'Education nationale...les archives ont pris feu...

... A la préfecture, quatre véhicules calcinés trônent dans la cour...Non loin de là, le Bureau de poste a eu son lot de saccage tout comme le domicile du préfet où le feu a tout ravagé sur son passage, réduisant en cendre tous les biens du représentant de l'Etat. Véhicules, armoires, bijoux, rien n'a échappé aux flammes.

... Le préfet et sa famille n'ont dû leur salut qu'en se réfugiant dans une maison voisine...Outre les dégâts causés par les flammes dans ses locaux, la Douane déplore la disparition d'une somme de près de deux millions FCFA et des motos ...

... Le chef de la direction départementale du développement rural, explique lui aussi que 40 sacs de riz, du maïs et du mil ont disparu de ses locaux. Ici aussi, un véhicule a été incendié ...

... La journée n'a pas, non plus, été de tout repos pour le gouverneur de Kédougou, et son personnel. Durant des heures, les manifestants ont assiégé les locaux de la gouvernance, l'obligeant à se barricader... »

Ici dans l'émigration, des ressortissants de

cette région organisés en Collectif, ont manifesté leur colère devant le consulat du Sénégal à Paris. Ils ont dénoncé la violence avec laquelle le gouvernement sénégalais avait réprimé les manifestants de Kédougou. Dans un tract qu'ils ont distribué lors de cette manifestation, ils exigent la libération immédiate des jeunes arrêtés. Ils dénoncent le fait que « l'armée et la gendarmerie terrorisent les populations, en pénétrant illégalement et nuitamment dans les maisons pour y rechercher, de façon humiliante, de prétendus meneurs. Plusieurs dizaines de jeunes ont été ainsi emprisonnés de manière totalement arbitraire... ». Le Collectif écrit que les populations de cette région vivent dans « une situation de dénuement total et d'infrastructures quasi inexistantes... C'est totalement excédée et désespérée que la jeunesse de Kédougou, qui avait alerté maintes fois les autorités, a exprimé son raz le bol devant la confiscation et l'affectation de leur patrimoine foncier à des étrangers, dans des conditions aussi nébuleuses qu'illégales comme l'illustre l'attribution d'une concession de 80 000 ha à M. Raul, un ressortissant espagnol... Les populations de la région de Kédougou en ont marre de voir les immenses ressources minières de la région, comme l'or de Sabodala, leur passer sous le nez sans qu'elles n'en profitent le moins du monde, alors que leur jeunesse sombre dans un chômage endémique et une pauvreté totale. Dans le même temps, leurs villes et villages manquent du minimum vital... »

Du côté des autorités, on essaie d'apaiser la tension en convoquant des rencontres avec les « sages » et les dignitaires locaux après avoir cherché à s'imposer par la force brutale. Il est trop tôt pour affirmer que le calme est revenu à Kédougou. Ce qui est sûr c'est que cette répression risque de laisser des traces dans les cœurs. C'est à peu près comme cela que ça avait commencé en Casamance avant de devenir un foyer de conflit permanent entre le mouvement indépendantiste et l'Etat sénégalais.

SÉNÉGAL**DÉMAGOGIE ET FAUSSES PROMESSES
DE WADE FACE À LA VIE CHÈRE**

Dans son discours de vœux de fin d'année, Abdoulaye Wade a promis à la population une baisse générale des prix des denrées alimentaires de base, des transports en commun, de l'électricité, entre autres. Il a dit que la population constatera la baisse du coût de la vie dès les premiers jours de cette année. Il n'a pas expliqué comment il comptait s'y prendre mais il a laissé ce « détail » à son ministre de l'Economie. Lorsque des journalistes ont interrogé ce dernier, il s'est contenté de dire qu'à compter du 10 janvier, le gouvernement propose de nouveaux prix (à la baisse) pour certaines denrées comme le riz, le pain, l'huile, le lait en poudre, mais aussi pour le transport etc. Il a précisé tout de suite après qu'il va procéder à des concertations avec les représentants des commerçants et des transporteurs, sans oublier qu'il compte avant tout sur « la loi du marché » pour régler cette question de la vie chère. Les boulangers ont commencé par arrêter de produire du pain plutôt que de vendre au tarif indiqué par le gouvernement (une baisse de 25 Fr pour le pain de 210gr et 20 Fr pour celui de 115 gr). Ils sont d'accord pour baisser leurs prix à condition que le gouvernement diminue les taxes sur la farine. Les commerçants disent également qu'ils ne peuvent pas diminuer leurs prix tant qu'ils n'auront pas épuisé leurs stocks antérieurs. Bref, c'est la même rengaine : il y a le prix « officiel » et celui qui est pratiqué.

Il est demandé aux consommateurs d'utiliser le « numéro vert » contre les « pratiques illicites » des commerçants. Ce même système avait été mis en place lors des flambées des prix de l'année dernière. On connaît son efficacité : nulle.

Les familles de condition modeste ont d'énormes difficultés pour joindre les deux bouts. Les prix du loyer, du transport en commun, de

l'électricité, des denrées alimentaires ont connu de très fortes hausses au cours de l'année écoulée. En revanche le salaire des travailleurs et des petits fonctionnaires n'a pas bougé, de même que les pensions des retraités, en tout cas pour ceux qui ont la chance de la percevoir. Cela a contribué à aggraver encore plus les conditions d'existence d'une grande partie de la population, tant dans les villes que dans les campagnes.

Un certain nombre de personnes avaient manifesté dans les rues de Dakar pour protester contre la flambée des prix. Les petits Banabanas de Dakar avaient montré leur colère en s'insurgeant contre les autorités qui voulaient leur interdire de faire leur petit commerce dans le centre-ville. C'était comme si on leur enlevait le pain de la bouche.

Des habitants des quartiers populaires étaient également descendus dans les rues pour protester contre les coupures intempestives de l'électricité et de l'eau. Des manifestants en colère, excédés par ces coupures parallèlement au renchérissement des factures d'électricité, avaient parfois saccagé des agences de la Sénélec et érigé des barricades dans la rue pour que les autorités publiques réagissent en leur faveur.

Quoi qu'en dise le président sénégalais, spécialiste des fausses promesses, cette nouvelle année qui vient de commencer risque d'être aussi dure sinon plus, pour les classes laborieuses, que l'année écoulée, à cause de la crise qui vient de frapper le monde de la finance et de l'industrie dans les pays riches. Les travailleurs n'ont aucune raison de faire confiance en Wade ni en quelque politicien que ce soit. Les seules améliorations qu'ils peuvent espérer pour leurs conditions d'existence, ce sont celles qu'ils pourront arracher par leurs luttes.

M A L I

HÉSITATIONS POUR SIGNER UN ACCORD SUR L'IMMIGRATION AVEC LES AUTORITÉS FRANÇAISES



*B. Hortefeux et Toumani Touré
à Bamako en août 2008*

Bamako en se contentant d'y dépêcher son secrétaire général.

Des manifestations plus ou moins autorisées par le gouvernement malien ont eu lieu à Bamako et à Kaye le jour où Hortefeux devait atterrir au Mali. Ces manifestations n'étaient pas hostiles au gouvernement malien. Bien au contraire, elles encourageaient celui-ci à « résister ». C'est la quatrième fois, paraît-il, qu'il refuse de signer cet accord mais cela ne l'empêche aucunement de donner des laissez-passer pour expulser des sans-papiers vers le Mali. Selon un membre de l'Association des Maliens expulsés (une des organisatrices des manifestations) « la France expulse chaque mois entre 40 et 55 personnes vers le Mali. En 2008, il y a eu 478 Maliens expulsés de France. Si l'accord est signé, combien y aura-t-il de personnes à accueillir à l'aéroport de Bamako ? » .

Le gouvernement français promet, en échange de cette signature, d'augmenter le montant de l'aide au Mali et d'accorder annuellement 1500 visas ou régularisations aux ressortissants maliens. Le gouvernement malien voudrait plus d'aide et un nombre plus grand de régularisations. « Les discussions continuent, a déclaré Hortefeux, ... Rien ne presse, il faut parvenir à un bon accord » .

Le Sénégal, le Bénin ainsi que d'autres pays ont déjà signé un même type d'accord avec la France. Si le Mali semble hésiter, ce n'est pas du tout parce que ses dirigeants seraient plus « courageux » ni plus « résistants » ni plus soucieux de la vie de leurs populations que d'autres. Ils mesurent tout simplement le poids social et politique des quatre millions de Maliens vivant à l'étranger. De ces quatre millions dépendent la vie de plusieurs millions d'autres au Mali. Le gouvernement malien, incapable ne serait-ce que de creuser des puits pour l'eau potable dans les villages, de construire des écoles,

Le président malien se trouve actuellement dans une situation inconfortable. D'un côté il y a le gouvernement français qui fait pression pour lui faire signer son « accord pour la gestion concertée du flux migratoire » en vue de la facilitation de l'expulsion des immigrés en situation irrégulière, et de l'autre il y a l'hostilité de la population malienne à l'égard d'une complicité trop ouverte des autorités maliennes avec la politique anti-immigrés du gouvernement français.

Le 9 janvier, Brice Hortefeux, le ministre de l'Immigration, parti en tournée en Afrique, devait faire une escale à Bamako pour la signature d'un document dans lequel les autorités maliennes s'engageraient à ne faire aucun obstacle pour signer le maximum de laissez-passer autorisant les autorités françaises à expulser les immigrés indésirables vers Bamako. Finalement les dirigeants maliens lui ont fait un faux bond en refusant de signer l'accord tel quel. Du coup, Hortefeux a dû annuler son escale de

des maternités, des dispensaires, ni même d'entretenir les routes dans des régions entièrement abandonnées, ne compte que sur l'argent des Maliens de l'émigration pour pallier ses défaillances.

Alors, si Toumani Touré a envie de rendre service aux dirigeants de l'Etat français, il ne veut pas non plus trop ouvertement se mettre à dos sa propre population. C'est cela qui explique ses hésitations.

TCHAD

ORGANISATION DE RÉSEAU POUR PILLER LES CAISSES DE L'ÉTAT

Sous prétexte de "reconstruction" de la ville de Ndjamena, le gouvernement a mis en place un réseau de détournements de fonds publics au profit de Idriss Déby et des membres de son clan. Des habitants, surtout des quartiers populaires, sont expulsés de leur logis avec de vagues promesses de relogement, c'est-à-dire sans compensation en réalité. A la place de leurs maisons rasées par des bulldozers, un projet de construction a été étudié et financé mais ne verra jamais le jour. Cependant des millions voire des milliards de francs CFA retirés des fonds publics auront été empochés par un constructeur bidon, appartenant ou de mèche avec ce réseau.

Une rubrique dans "Tchad Espoir", datée du 9 janvier décrit le mécanisme de l'arnaque. Dans une première étape, "un chantier fictif ou réel, estimé à 20 milliards de francs CFA est attribué à un opérateur affilié au duo Déby-Younousmi ou simplement un protégé du clan présidentiel. (...) Cet opérateur touche une avance de 6,5 milliards pour lancer les travaux.

Seconde étape : "Une visite médiatisée de suivi des travaux est organisée par le super ministre

en charge". Devant la lenteur des travaux, il pique une colère, exprime sa déception devant les journalistes, menace et finalement résilie le contrat pour bris des clauses par l'entrepreneur."

Troisième étape : "Le ministre annonce la reprise du contrat par un autre opérateur toujours issu du clan présidentiel. (...) Déby à travers son redoutable système d'arnaque piloté par Younousmi, récupère les 6,5 milliards de CFA. Il n'est ni vu ni connu et directement relié à personne. Pas de signature. L'argent ne reviendra jamais dans la caisse de l'Etat."

Bien sûr le faux opérateur lié au clan présidentiel ne sera pas inquiété. Bien sûr aucune poursuite judiciaire ne sera lancée en son contre. Ce n'est qu'un exemple.

Ainsi de grosses sommes sont retirées régulièrement des caisses de l'Etat sans justification, sans signature. On appelle ça, au ministère des Finances, des "dépenses non ordonnancées". Et les voleurs courent toujours.

DES FEMMES BATTUES MANIFESTENT CONTRE LA VIOLENCE DE LEURS CONJOINTS

Parce que l'une d'entre elles vient d'être battue et poignardée par son mari, des femmes, en bravant les tabous, ont décidé de dénoncer les violences qu'elles subissent quotidiennement.

Une centaine de femmes, soutenues par l'Association tchadienne des libertés fondamentales (ATLF), ont marché début janvier dans la rue, à Guelendeng, petite ville située à environ 150 km de

Ndjamena, les mains sur la tête (en signe de deuil) pour crier leur colère contre "les actes de violence" de leurs conjoints et contre l'impunité devant la loi.

La nouvelle victime a manifesté, elle, un couteau dans une main, un bâton dans l'autre. Son mari s'est servi des deux pour la corriger, a-t-elle expliqué aux journalistes. "Ils vont nous exterminer" s'est exclamée une autre, qui a ajouté qu'elle aussi

avait été poignardée, il y a peu, par son mari.

Au cours des huit derniers mois, au moins deux femmes ont été tuées par leurs époux à Guelendeng, de nombreuses autres ont été blessées par leurs maris dans la région. En novembre dernier à Ndjamena, un homme a tué son épouse et sa belle-mère. Des femmes voulaient manifester dans la capitale mais le gouvernement avait refusé l'autorisation à leurs associations.

Selon la coordinatrice de l'ATLF, "Il y a une psychose qui s'installe. Les femmes de Guelendeng ont dit "trop c'est trop". (...) "Les femmes doivent se mobiliser pour défendre leurs droits. Personne ne le fera à leur place".

Il est vrai que la violence inadmissible et impunie envers les femmes ne date pas d'aujourd'hui mais depuis ces dernières années, elle est de toute évidence en recrudescence. Il y a un fait relativement nouveau. Face à la pauvreté extrême qui frappe les plus démunis, à cause de la guerre qui provoque des déplacements de personnes vers d'autres régions ou vers des camps de réfugiés, des femmes qui,

auparavant dépendaient exclusivement de leur mari sur le plan financier, se sont mises à exercer des petits métiers, en particulier le commerce. Ainsi le nombre de femmes au foyer qui travaillent a beaucoup augmenté, partout, en ville comme dans les provinces. Certaines arrivent même à nourrir la famille, et cela devient une source de jalousie et de frustration pour les hommes. Le mari, qui attend des mois son salaire qui ne tombe pas ou qui est au chômage, compte sur sa femme; il exerce des pressions sur elle pour lui soutirer de l'argent. Et parfois des disputes éclatent dans les couples. La femme est battue si elle refuse de céder.

Les femmes de Gulendeng ont raison de s'élever contre ce phénomène de violence qui prend de l'ampleur. Elles ont raison de dénoncer l'impunité dont bénéficient les conjoints criminels. C'est en luttant qu'elles peuvent être respectées non seulement par leurs maris aussi par les dirigeants qui ferment les yeux sur ces violences. Car parmi ceux qui nous dirigent dont la plupart sont des hommes, certains se comportent aussi en crapules vis-à-vis de leurs épouses.

L'ANNÉE 2008 A ÉTÉ CATASTROPHIQUE EN AFRIQUE

Selon des données publiées par le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), plus de 67000 personnes ont traversé illégalement la Méditerranée pour aller en Europe en 2008. D'année en année ce nombre est en augmentation. Ces milliers de personnes, parmi lesquelles il y a des femmes et des enfants en bas âge, prennent des barques de fortune et autres pirogues de pêcheurs, au péril de leur vie. Ils proviennent de nombreuses contrées du continent africain dans lesquelles les conditions de vie se sont dégradées au fil des ans au point de devenir invivables ces dernières années.

Les ressources de la mer qui permettaient aux petits pêcheurs traditionnels de vivre des fruits de leur pêche côtière et d'approvisionner les marchés locaux des villes et des villages se sont raréfiées. La pêche intensive pratiquée au large par les usines

flottantes aux mains des grandes compagnies a fini par épuiser les ressources. Les Etats africains n'ont pas beaucoup de moyens d'opposer une quelconque résistance face à ce pillage, mais de toute manière les dirigeants trouvent leur compte sous forme de retombées monétaires qui contribuent essentiellement à leur enrichissement personnel.

Les petits paysans qui pratiquent la culture vivrière ne sont pas mieux lotis. Les meilleures terres sont accaparées par les cultures de rente, celle du café et du cacao mais aussi de haricots verts ou des plantes d'appartement destinées à l'exportation en direction du marché mondial. Les populations africaines ne consomment pas ou peu ces produits mais cela ne fait pas partie des préoccupations des sociétés internationales de l'agro-alimentaire et d'import-export. Ces sociétés ne se préoccupent que de soutirer des profits colossaux quitte à arroser au

passage les élites corrompues placées à la tête des pays africains. Les petites parcelles de terre cultivées



Des jeunes fouillant dans la décharge d'Akouédo en Côte d'Ivoire

avec des moyens rudimentaires par les paysans pauvres ne permettent pas toujours à ceux-ci de s'en sortir. Il suffit que la pluie ne tombe pas au bon moment ou en quantité suffisante pour que la récolte soit mauvaise et que la famine s'installe. Le rendement est très faible du fait que cette agriculture bien qu'indispensable pour nourrir la population, n'est pas mécanisée. Les produits phytosanitaires et les engrais ne sont pas à portée des maigres ressources des populations rurales. Mais les problèmes de ces secteurs sont multiples. Même lorsque la production est bonne, les denrées produites ont du mal à parvenir jusqu'aux étals des marchés des villes et des villages. Les infrastructures routières qui datent des années de l'indépendance sont dans un état vétuste et ne remplissent pas leur fonction. Là où les véhicules de transport de passagers et de produits agricoles passent, les gendarmes s'adonnent à leur activité favorite qu'est le racket. Cette activité lucrative permet à toute cette hiérarchie de s'en mettre plein les poches sur le dos des petites gens. Les caisses de l'Etat étant vides, les pouvoirs publics les laissent se servir comme bon leur semble sur ceux qui sont les plus vulnérables. La moindre « soubique » de légumes des vendeuses est taxée autant de fois qu'il y a de barrages sur le trajet. Tous les pays de l'Afrique de l'ouest sont gangrenés

à des degrés divers par ces phénomènes qui détériorent les échanges entre les villes et les campagnes. Ces phénomènes s'empirent lorsqu'il y a des conflits entre les dirigeants et par voie de conséquence entre leurs fiefs respectifs, comme cela a été le cas en Côte d'Ivoire par exemple. Cela provoque la ruine des petits paysans qui n'ont d'autre choix que de fuir en direction des villes, là où ils peuvent espérer trouver un petit travail pour subvenir à leurs besoins et à ceux des personnes à leur charge.

De plus en plus les villes se trouvent approvisionnées en riz, en farine de blé, en pâtes alimentaires, en lait concentré ou en poudre, en purée de tomates concentrée, en bouillon cubes, en sucre et sel etc. par les négociants qui s'approvisionnent auprès des multinationales qui ont la mainmise sur les circuits alimentaires. Ce sont ces sociétés tentaculaires qui ont profité de la flambée des prix survenue au cours du premier trimestre de l'année écoulée. Il s'est avéré que la hausse brutale et vertigineuse des cours mondiaux des denrées de base n'était nullement imputable à une quelconque conséquence de mauvaises récoltes mais uniquement à des opérations à caractère spéculatif perpétrées par les détenteurs de capitaux. Ils ont soutiré d'énormes profits au passage en même temps que des êtres humains ont basculé de la sous-alimentation à la famine en Afrique et dans d'autres contrées pauvres.

Mais tout cela n'empêche pas le président camerounais ou son homologue du Gabon de posséder des hôtels particuliers dans le 16ème arrondissement de Paris.

Récemment le World Food Report de la FAO a affirmé que l'agriculture mondiale, dans l'état actuel du développement de ses forces de production pourrait nourrir normalement 12 milliards d'êtres humains, c'est à dire presque le double de la population actuelle.

Alors puisque c'est la période des vœux, celui qu'on peut faire pour la nouvelle année et les années à venir, c'est que la société capitaliste laisse la place, grâce à la lutte consciente des travailleurs, à une organisation sociale basée sur la propriété collective des moyens de production. C'est la seule alternative à la barbarie dans laquelle le capitalisme enfonce le monde.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.